

**BE-A0524\_706775\_703084\_FRE**

**Inventaire des archives des justices de paix de  
l'arrondissement de Charleroi, p.213-232 / P.-J.  
Niebes**



**Het Rijksarchief in België  
Archives de l'État en Belgique  
Das Staatsarchiv in Belgien  
State Archives in Belgium**

This finding aid is written in French.

<b>DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:</b> .....	<b>5</b>
<b>Consultation et utilisation</b> .....	<b>6</b>
Conditions d'accès.....	6
<b>Histoire du producteur et des archives</b> .....	<b>7</b>
Producteur d'archives.....	7
Compétences et activités.....	7
Les attributions judiciaires civiles.....	7
Les attributions extra-judiciaires conciliatoires.....	7
Les attributions extrajudiciaires de juridiction gracieuse.....	8
Les attributions de simple police.....	8
Organisation.....	9
Organisation générale en Hainaut.....	9
Organisation de la justice de paix du canton de Chimay.....	14
Archives.....	15
Arrondissement de Charleroi.....	15
Justice de paix du canton de Chimay.....	16
<b>Contenu et structure</b> .....	<b>17</b>
Typologie des documents.....	17
Généralités.....	17
Compétence civile.....	17
Procédure de conciliation.....	17
Juridiction contentieuse.....	17
Juridiction gracieuse.....	18
Compétence pénale.....	19
Tâches administratives.....	19
Procédure.....	19
Activités du comité de patronage des condamnés libérés.....	19
Documents déposés au greffe de la justice de paix.....	19
Présentation du contenu pour la justice de paix du canton de Chimay.....	20
<b>DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS</b> .....	<b>21</b>
I. GÉNÉRALITÉS.....	21
II. COMPÉTENCE CIVILE.....	22
A. Procédure de conciliation.....	22
2 - 4 Registres de conciliations, 1941-1965.[1].....	22
B. Juridiction contentieuse.....	22
5 - 7 Rôle général, 1940-1968.....	22
8 - 9 Registres des affaires sur comparution volontaire, 1919-1937.....	22
12 - 170 Minutes des actes et jugements civils, 1853-1969.....	23
171 - 176 Répertoires chronologiques des actes et jugements civils, 1853-1969.[1].....	36
C. Juridiction gracieuse.....	37
177 - 189 Registres des tutelles, 1903-1958.....	37
193 - 196 Déclarations d'accidents de travail, 1908-1914.....	38
III. COMPÉTENCE PÉNALE.....	40
A. Procédure.....	40

---

200 - 304 Minutes des jugements de police, 1901-1926.[1].....	40
305 - 336 Tableaux des jugements, 1897-1969.[1].....	49
337 - 339 Tables alphabétiques reprenant les noms des condamnés et des inculpés, 1961-1967.....	51
340 - 363 Dossiers des affaires pénales, 1944-1964.....	52
365 - 378 Liste des bulletins de condamnations transmis au ministère de la Justice, 1942-1958[1] [2].....	54
B. Activités du comité de patronage des condamnés libérés.....	55
C. Documents déposés au greffe de la justice de paix.....	55
Documents produits par le parquet et près le Tribunal de police.....	55



## **Description du fonds d'archives:**

**Nom du bloc d'archives:**

Justice de paix Chimay

**Période:**

1853 - 1972

**Numéro du bloc d'archives:**

BE-A0524.620

**Etendue:**

38324.45

**Dépôt d'archives:**

Archives de l'Etat à Mons

**Producteurs d'archives:**

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

---

## Consultation et utilisation

### **CONDITIONS D'ACCÈS**

Les pièces de plus de cent ans déposées aux Archives de l'État sont publiques et donc librement consultables en vertu de l'article trois de la loi du 24 juin 1955 sur les archives <sup>1</sup>. Les pièces de moins de cent ans relatives aux affaires de police sont consultables sur autorisation écrite, expresse et préalable du procureur général près la cour d'appel de Mons. La consultation et la reproduction des archives judiciaires datant de moins de cent ans relatives aux matières non répressives n'est autorisée, en vertu des dispositions de la législation sur le respect de la vie privée <sup>2</sup>, qu'en quelques cas précis aux personnes suivantes : les parties en cause ; dans le cadre d'un procès ou d'un litige, les parents en ligne directe, ascendants ou descendants, d'une partie, les avocats mandatés par une des parties, les notaires, les officiers ministériels et tout agent autorisé par la loi. Le demandeur devra fournir la preuve du lien de parenté ou du mandat dont il est investi ; dans le cadre de la recherche scientifique, les chercheurs munis d'une lettre de recommandation de leur promoteur ou tout chercheur pouvant justifier du caractère scientifique de sa démarche. Dans tous les cas, les personnes qui demandent à consulter ou à reproduire les archives judiciaires datant de moins de cent ans s'engagent par écrit à respecter la législation sur la protection de la vie privée et les autres restrictions énumérées dans un formulaire émanant des Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces <sup>3</sup>.

---

1 Moniteur belge du 12 août 1955.

2 Loi sur la protection de la vie privée du 8 décembre 1992 (cf. Moniteur belge du 18 mars 1993) modifiée le 11 décembre 1998 pour la mettre en conformité avec les directives européennes du 24 octobre 1995 n° 95/46/EC (cf. Moniteur belge du 3 février 1999).

3 K. VELLE, Directives et recommandations aux greffiers en chef relatives à la conservation, au tri et au transfert des archives des justices de paix, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2000, p. 15-16 (Miscellanea archivistica manuale, 41).

## Histoire du producteur et des archives

### **PRODUCTEUR D'ARCHIVES**

#### COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

L'évolution de l'institution de la justice de paix en Belgique et l'extension progressive de ses compétences ont fait l'objet d'une étude approfondie<sup>4</sup>. Il importe cependant ici de la replacer dans son contexte historique originel. La loi des 16 et 24 août 1790<sup>5</sup> pose les fondements de la nouvelle organisation de la justice. Le juge de paix de chaque canton est élu par l'assemblée primaire de ce canton. Il est assisté de deux assesseurs, supprimés par une loi du 29 ventôse an IX qui stipule que le juge remplira désormais seul ses fonctions et sera remplacé par un de ses deux suppléants en cas d'empêchement<sup>6</sup>. Les compétences du juge de paix peuvent être classées en quatre catégories<sup>7</sup>: les attributions judiciaires civiles. les attributions extrajudiciaires conciliatoires. les attributions extrajudiciaires de juridiction gracieuse. les attributions de simple police.

#### *LES ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES CIVILES*

La loi du 24 août 1790 porte : " Le juge de paix connaîtra de toutes les causes purement personnelles et mobilières, sans appel jusqu'à la valeur de 50 livres, et à charge de l'appel jusqu'à la valeur de 100 livres ; en ce dernier cas, ses jugements seront exécutoires par provision, nonobstant l'appel, en donnant caution. Il connaîtra de même sans appel jusqu'à la concurrence de 50 livres, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter, Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes ; Des déplacements de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commis dans l'année ; Des réparations locatives des maisons et fermes ; Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire, pour non jouissance, lorsque le droit de l'indemnité ne sera pas contesté, et des dégradations alléguées par le propriétaire ; Du paiement des salaires des gens de travail, des gages des domestiques, et de l'exécution des engagements respectifs des maîtres et de leurs domestiques ou gens de travail. Des actions pour injures verbales, rixes, et voies de fait, pour lesquelles les parties ne seront pas pourvues par la loi criminelle."

#### *LES ATTRIBUTIONS EXTRA-JUDICIAIRES CONCILIATOIRES*

Le juge préside un " bureau de conciliation " dont la tâche est de tenter un arrangement entre deux citoyens du canton opposés par un différend portant sur un problème qui n'est

---

4 K. VELLE, *Het vredegerecht en de politierechtbank (1795-1995)*. Organisatie, Bevoegdheden en archiefvorming, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1995 (Miscellanea archivistica. Studia , n° 76).

5 Bulletin des lois, n° 5 et Moniteur des 4, 5, 6, 10, 12 et 13 août 1790.

6 Ces suppléants sont " les deux citoyens ayant réuni le plus grands nombre de suffrages après le juge de paix, dans les élections du canton ", article 4 de la loi du 29 ventôse an IX, dans Bulletin des lois de la République française, 3ème série, bulletin n°76, loi n° 594.

7 S. BIANCHI, " La justice de paix pendant la Révolution. Acquis et perspectives ", dans *Une justice de proximité : la justice de paix, 1790-1958*, sous la dir. de J.-G. PETIT, Paris, P.U.F., 2003, p. 35-52.

pas forcément de son ressort (transaction immobilière, litige financier...) sans aucune limitation de compétence quant au montant des affaires. La Constitution de l'an VIII insiste sur ce rôle conciliatoire préliminaire : " Chaque arrondissement communal a un ou plusieurs juges de paix, élus immédiatement par les citoyens pour trois années. Leur principale fonction consiste à concilier les parties, qu'ils invitent, dans le cas de non-conciliation, à se faire juger par des arbitres " <sup>8</sup>. La tentative de conciliation peut se faire suite à une citation signifiée par huissier ou sur comparution volontaire à l'audience de conciliation.

#### *LES ATTRIBUTIONS EXTRAJUDICIAIRES DE JURIDICTION GRACIEUSE*

Le juge de paix préside les tribunaux de famille. Il ne s'agit pas de contentieux : les familles réunies en conseil lui exposent leurs difficultés, il les écoute et enregistre les solutions apportées, homologue les décisions familiales. Il est responsable des actes de tutelle, de la reconnaissance des enfants naturels (protégés par la loi républicaine du 28 juin 1793), des héritages. Il peut poser et lever des scellés après décès en l'absence d'un héritier. On lui confirme également des serments liés aux fonctions publiques, simples actes de notoriété. La juridiction gracieuse comprendra aussi l'intervention du juge de paix dans le cadre de l'application de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents de travail.

#### *LES ATTRIBUTIONS DE SIMPLE POLICE*

Le juge de paix préside le tribunal de simple police. Il y juge toutes les contraventions commises dans l'étendue de son canton. Les contraventions sont des infractions peu graves : atteintes légères à la propriété ou aux personnes, désobéissance ou négligence à suivre certaines prescriptions communales ou nationales en matière de salubrité publique, de police de la route... Les contraventions ne font pas l'objet d'une instruction et le procès-verbal constitue la preuve de l'infraction. La procédure est centrée sur l'audience du tribunal de police <sup>9</sup>. Selon le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795), les contraventions sont les infractions passibles d'une amende d'une valeur de trois journées de travail ou trois jours d'emprisonnement maximum, les délits étant les infractions passibles d'une amende ou d'une durée d'emprisonnement supérieure à ces trois jours, portées devant le tribunal de première instance jugeant correctionnellement. Les crimes sont, quant à eux, passibles de peines infamantes et afflictives (mort, déportation, réclusion ou détention) <sup>10</sup>. Le Code pénal du 12 février 1810 conserve ces trois degrés d'infractions mais modifie l'échelle des peines : tous les faits dont le troisième livre du Code pénal renferme l'énumération et qu'il punit d'une amende au-dessus de quinze francs, ou d'un emprisonnement supérieur à cinq jours, sont considérés comme délits et on nomme contraventions tous ceux dont la peine est bornée à

8 Bulletin des lois de la République, 2ème série, bulletin n° 333, Constitution de la République française, titre V, article 60, 22 frimaire an VIII (13 décembre 1799).

9 E. PIERRE, " Les historiens et les tribunaux de simple police ", dans Une justice de proximité : la justice de paix, 1790-1958, sous la dir. de J.-G. PETIT, Paris, P.U.F., 2003, p. 123-142.

10 R. DEPOORTERE, A. MARGINET, Inventaire des archives du tribunal de première instance de Bruxelles. Tribunal correctionnel, 1795/1796-1918, Bruxelles, 1998, p. 8-10.



une amende de un à quinze francs ou à un emprisonnement de un à cinq jours par le même Code pénal <sup>11</sup>. La loi du 1er mai 1849 précise qu'en plus des affaires de simple police qui leur sont attribuées par le Code pénal, les juges de paix connaîtront " des délits de vagabondage, de mendicité et d'injures... des délits ruraux prévus par les dispositions encore en vigueur de la loi du 6 octobre 1791... " <sup>12</sup>. Le Code pénal belge contenu dans la loi du 8 juin 1867 <sup>13</sup>- mis en application en octobre de la même année - porte l'amende et l'emprisonnement de simple police respectivement à vingt-cinq francs et à sept jours maximum (articles 38 et 28). Sous le titre X de ce nouveau Code pénal sont détaillées les contraventions passibles du tribunal de simple police (article 551 à 567). Enfin, sous le Directoire et jusqu'à la réforme de l'an VIII, le juge de paix avait de nombreuses prérogatives en qualité d'officier de police judiciaire <sup>14</sup>.

## ORGANISATION

### *ORGANISATION GÉNÉRALE EN HAINAUT*

Les justices de paix sont une création de la Révolution française. Lors de la première occupation française, de la victoire française de Jemappes à la victoire autrichienne à Neerwinden, de novembre 1792 à mars 1793, l'éphémère Assemblée générale des représentants du peuple souverain du Hainaut signe, en date du 10 janvier 1793, une proclamation " sur l'établissement provisoire des Tribunaux de justice " <sup>15</sup> par laquelle elle établit 25 juges de paix en Hainaut dont deux à Binche, un à Merbes-le-Château, un à Beaumont et deux à Chimay. À cette date, et jusqu'à la création du département de Jemappes et de son arrondissement de Charleroi par l'arrêté du Comité de salut public du 14 fructidor an III (31 août 1795), la région de Charleroi et de Fleurus appartiennent encore au comté de Namur, la région de Thuin et Châtelet à la principauté de Liège et la région de Gosselies au duché de Brabant <sup>16</sup>. L'arrêté du Comité de salut public du 14 fructidor an III (31 août 1795) <sup>17</sup> divise le territoire de la Belgique, pays de Liège et autres pays adjacents en neuf départements et établit la liste des cantons qui les composent. Par le décret du 9 vendémiaire an IV (1er octobre 1795), la Belgique est annexée à la France et la Constitution, votée le 5 fructidor an III (22 août 1795) et proclamée Loi fondamentale de la République le 1er vendémiaire an IV (23 septembre 1795), s'y applique donc. Sous le titre VIII relatif au pouvoir judiciaire, l'article 212 stipule : " il y a, dans chaque arrondissement

11 M. HENRION DE PANSEY, De la compétence des juges de paix, Bruxelles, 1822, p. 94-95.

12 Moniteur belge du 21 juin 1849, p. 1 715.

13 Moniteur belge du 9 juin 1867, p. 3 153-3 163.

14 X. ROUSSEAU, " Entre Droit, Etat et Liberté : la justice pénale dans les départements belges sous le Directoire ", dans J. BERNET, J.-P. JESSENNE, H. LEUWERS (éditeurs), Du Directoire au Consulat. 1. Le lien politique local dans la Grande Nation. Table ronde organisée à Valenciennes les 13 et 14 mars 1998, Lille, 1999, p. 263-287.

15 Bibliothèque centrale de l'Université de Mons-Hainaut, N° 1932/620- f°41.

16 M.-A. ARNOULD, " Évolution historique d'un concept géographique ", dans Hainaut. Mille ans pour l'avenir, Anvers, Fonds Mercator, 1988, p. 11-20.

17 D.-A. VAN BASTELAER, " Collection des actes de franchises, de privilèges, octrois, ordonnances, règlements, donnés spécialement à la ville de Charleroi par ses souverains depuis sa fondation avec quelques commentaires sur les faits et causes qui ont amené chacun de ses actes. Septième fascicule, République et Empire ", dans Documents et rapports de la Société paléontologique et archéologique de l'arrondissement judiciaire de Charleroi, t. 14, Mons, 1886, p. 557-558.

déterminé par la loi, un juge de paix et ses assesseurs " <sup>18</sup>. Les cantons municipaux sont au nombre de trente-trois pour l'ensemble du département de Jemappes. L'arrêté du 2 frimaire an IV (23 novembre 1795) relatif à l'organisation de l'ordre judiciaire en Belgique en matière civile, précise " dans chaque canton des départements dernièrement réunis à la République, il y aura un juge de paix et des prud'hommes assesseurs du juge de paix. Les communes dont la population sera de cinq mille âmes ou plus jusqu'à dix mille âmes auront un juge de paix. Les communes qui auront une population de plus de dix mille âmes auront le nombre de juges de paix qui sera déterminé par les représentants du peuple " <sup>19</sup>. Un arrêté départemental du 2 nivôse an IV (23 décembre 1795) <sup>20</sup>détaille les communes composant les onze cantons municipaux qui forment l'arrondissement de Charleroi <sup>21</sup>. Chaque canton porte le nom de son chef-lieu : Libre-sur-Sambre (Charleroi), Beaumont, Binche, Châtelet, Chimay, Gosselies, Jumet, Fontaine-l'Évêque, Merbes-le-Château, Seneffe et Thuin. En annexe II se trouve la liste des communes composant les cantons municipaux dont les archives ont été conservées. Le canton municipal, en usage sous le régime du Directoire (1795-1799), est supprimé sous le Consulat par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) qui concerne la division du territoire de la République et son administration <sup>22</sup>. Les cantons judiciaires qui remplacent les cantons municipaux sont établis par l'arrêté du 7 frimaire an X (28 novembre 1801) qui fixe à trente-deux leur nombre dans le département de Jemappes <sup>23</sup>. Le troisième arrondissement communal - celui de Charleroi - est composé de dix cantons dont les chefs-lieux des justices de paix sont Beaumont, Binche, Charleroi - divisé en deux cantons de justices de paix : le premier canton comprenant la partie de la ville et les communes s'étendant sur la rive gauche de la Sambre, et le second, la partie de la ville et les communes situées sur la rive droite -, les cantons de Chimay, Fontaine-l'Évêque, Gosselies, Merbes-le-Château, Seneffe et Thuin. La composition de ces cantons a subi de nombreuses modifications par rapport à celle des cantons municipaux. L'introduction placée en tête de chaque inventaire détaillera l'évolution du ressort de chacune des justices de paix. L'annexe I présente pour chaque commune le ou les cantons auxquels elle a appartenu depuis 1801 jusqu'après la réforme intervenue en 2000-2001. L'annexe III présente la composition des cantons par commune, avant et après la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires <sup>24</sup>. Le premier traité de Paris, traité de paix entre la France et les Puissances Alliées, signé à Paris le 30 mai 1814, stipule, en son article 3 du titre 1 que " dans le département de Jemappes, les cantons de Dour, Merbes-le-Château, Beaumont et Chimay resteront à la France " <sup>25</sup>. Toutefois, moins de deux ans plus tard, après l'épisode des Cent-Jours, le

18 Pasinomie ou collection complète des lois, décrets, arrêtés et règlements généraux qui peuvent être invoqués en Belgique de 1788 à 1832 inclusivement, par ordre chronologique, 1ère série, mise en ordre et annotée par J. B. DUVERGIER et complétée pour la Belgique par I. PLAISANT, t. 7, Bruxelles, 1835, p. 12.

19 D-A. VAN BASTELAER, op. cit., t. 14, Mons, 1886, p. 579.

20 Division du département de Jemappes, Mons, arrêté de l'administration centrale du département de Jemappes, 2 nivôse an IV.

21 La composition des cantons municipaux a été reconstituée par S. VRIELINCK, De territoriale indeling van België (1795-1963), t. I, Louvain, 2000, p. 313-449.

22 Bulletin des lois de la République française, 3ème série, t. 1, n° 17, arrêté n° 115.

23 Bulletin des lois de la République française, 3ème série, t. 5, n° 155, arrêté n° 1203.

24 Moniteur belge du 22 mai 1999, p. 18190-18222.

25 Pasinomie ou collection complète des lois, décrets, arrêtés et règlements généraux qui peuvent être

traité du 20 novembre 1815 retire ces quatre cantons à la France et par un arrêté de Guillaume Ier, roi des Pays-Bas, en date du 14 janvier 1816, le canton de Dour retourne à l'arrondissement de Mons et les trois cantons de Beaumont, Chimay et Merbes-le-Château retournent à l'arrondissement de Charleroi<sup>26</sup>. En outre, les communes de Boussu-lez-Walcourt, Renlies, Vergnies, Erpion et Barbençon, qui faisaient partie depuis 1801 du canton français de Solre-le-Château situé dans l'arrondissement judiciaire d'Avesnes, sont incorporées au canton de Beaumont. Ces cinq villages formaient autrefois la seigneurie de Barbençon, érigée en principauté en 1614. L'enclave de Barbençon fut rattachée au royaume de France en 1678 par le traité de Nimègue, car elle relevait de la prévôté de Maubeuge. La cession de l'enclave à Guillaume Ier mit fin à cette anomalie géographique<sup>27</sup>. D'autres modifications importantes sont à signaler au cours du XIXe siècle : la loi du 8 mai 1847 réunit les cantons du premier et du second arrondissement de Charleroi en un seul canton judiciaire jusqu'en 1879. La loi du 29 juillet 1879<sup>28</sup> distingue à nouveau les cantons judiciaires de Charleroi-Nord et Charleroi-Sud. Le canton Nord ou premier canton judiciaire de Charleroi comprend Charleroi - rive gauche de la Sambre<sup>29</sup>-, Dampremy, Lodelinsart et aussi les communes de Jumet et Roux jusqu'à la création du canton judiciaire de Jumet par la loi du 9 mai 1892. L'article 1 de la loi du 1er août 1879 stipule : " la partie de la ville de Charleroi située sur la rive droite de la Sambre (Ville Basse), les communes de Gilly, Montigny-sur-Sambre, Marcinelle et Mont-sur-Marchienne forment un nouveau canton de justice de paix avec Charleroi pour chef-lieu. Ce canton nouveau est désigné sous la dénomination de Canton Sud de Charleroi ". La commune de Gilly qui faisait partie du second canton judiciaire de Charleroi est intégrée au premier canton de Charleroi-Nord par la loi du 9 mai 1892. Vient s'ajouter au canton de Charleroi-Sud la commune de Couillet, séparée du canton de Châtelet par la loi du 2 octobre 1913. Le canton de justice de paix de Châtelet a été, en effet, rétabli par la loi du 18 juillet 1864<sup>30</sup>. Il comprend les communes de Farciennes et Lambusart, issues du premier canton de Charleroi (dans sa configuration de 1801 à 1847), et les communes d'Acoz, Aiseau, Bouffioulx, Châtelet, Châtelineau, Couillet (de 1864 à 1913), Gerpennes, Gougny, Joncret, Loverval, Pont-de-Loup, Presles et Villers-Poterie, toutes du ressort du second canton de Charleroi, de 1801 à 1847. Viennent s'y ajouter la commune de Pironchamps, créée par la loi du 11 juin 1867<sup>31</sup> qui la sépare de Pont-de-Loup et celle de Roselies, érigée en commune distincte de Presles par la loi du 16 avril 1878<sup>32</sup>. Enfin, érigée par un arrêté du 2 octobre 1913<sup>33</sup>, la justice de paix du canton de Marchienne-au-Pont est issue d'une scission du canton judiciaire de Fontaine-l'Évêque. Le canton judiciaire de Marchienne-au-Pont est constitué des communes de Goutroux - érigée en commune par une loi du 14 avril 1896<sup>34</sup>-, Landelies, Marchienne-au-Pont, Monceau-sur-Sambre (créée en 1822) et

---

invoqués en Belgique, 1814-1830, deuxième série, mise en ordre et annotée par A. DELEBECQUE, t. 1er, Bruxelles, 1837, p. 143-157.

26 Ibidem, tome 3, Bruxelles, 1838, p. 13-14 et Journal de la province de Hainaut, 26 janvier 1816, p. 4.

27 M.-A. ARNOULD, " L'enclave de Barbençon. Note de géographie historique " dans Bulletin de la Société Royale Paléontologique et Archéologique de Charleroi, t. 14, 1945, p. 17-29.

28 Moniteur belge du 1er août 1879, p. 2 534.

29 Ce bras de la Sambre est comblé à partir de 1931 et remplacé par le boulevard Joseph Tiroux inauguré en 1951. La rive gauche de la Sambre correspondait aux quartiers de la Ville Haute et du Faubourg et la rive droite à celui de la Ville Basse.

30 Moniteur belge du 20 juillet 1864, p. 3 505.

Montignies-le-Tilleul<sup>35</sup>. Toutes ces localités appartenait précédemment au canton judiciaire de Fontaine-l'Évêque créé le 28 novembre 1801. La loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, présente un tableau déterminant le siège et le ressort des justices de paix et le premier chapitre qui est consacré aux justices de paix, précise à l'article 3 que " nul ne peut être juge de paix s'il n'est âgé de 25 ans et s'il n'a obtenu le grade de docteur en droit " <sup>36</sup>. La loi du 10 octobre 1967 <sup>37</sup> contenant le Code judiciaire présentait la liste des communes composant le ressort de chacun des cantons judiciaires de la province de Hainaut. Le nouveau Code judiciaire est entré en vigueur en novembre 1970. Il a introduit dans la composition des cantons certaines modifications reprises dans le tableau X ci-joint. La commune d'Anderlues qui appartenait jusqu'à 1970 au canton judiciaire de Binche, fait désormais partie du canton judiciaire de Seneffe. La commune de Lodelinsart qui faisait partie du canton Nord de Charleroi rejoint à partir de 1970 les communes de Jumet et Roux qui forment le canton judiciaire de Jumet. La commune de Mont-sur-Marchienne passe du canton Sud de Charleroi à celui de Marchienne-au-Pont. La commune de Loverval qui appartenait au ressort de la justice de paix de Châtelet relève désormais, à partir de 1970, du ressort de la justice de paix du second canton de Charleroi. Enfin, les communes de Bellecourt et Chapelle-lez-Herlaimont passent du canton judiciaire de Fontaine-l'Évêque à celui de Seneffe. La loi contenant le Code judiciaire stipulait en outre <sup>38</sup> qu'un même juge de paix et un même greffier en chef seraient nommés pour les cantons de Beaumont et de Chimay, ainsi que pour les cantons de Merbes-le-Château et de Thuin. Dans le premier cas, le juge et le greffier en chef résidaient à Chimay et, dans le second, à Thuin. Suite à la fusion des communes en 1977, une refonte était devenue nécessaire. Une profonde modification a été opérée par la loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires <sup>39</sup> qui a redéfini leur ressort. La nouvelle organisation devait fonctionner dès le 1er septembre 2000, mais son application a ensuite été reportée au 1er septembre 2001 <sup>40</sup>. Le tableau ci-joint détaille les villes et communes formant les nouveaux cantons judiciaires. Le nouveau canton judiciaire de Beaumont-Chimay-Merbes-le-Château dont les sièges sont établis à Beaumont, Chimay et Merbes-le-Château, englobe les localités formant la commune de Beaumont (Barbençon, Beaumont, Leugnies, Leval-Chaudeville, Renlies, Solre-Saint-Géry, Strée, Thirimont), celles formant la commune de Chimay (Baileux, Bailièvre, Bourlers, Chimay, Forges, L'Escaillère, Lompret, Rièzes, Robechies, Saint-Remy, Salles, Vaulx, Villers-la-Tour, Virelles), la commune d'Erquelines (Bersillies-l'Abbaye, Erquelines, Grand-Reng, Hantes-Wihéries, Montignies-Saint-Christophe, Solre-sur-Sambre), la commune de Froidchappelle (commune née en 1977 de la fusion de Boussu-lez-Walcourt, Erpion, Froid-Chapelle, Vergnies), la commune de Merbes-le-Château (Fontaine-Valmont, Labuissière, Merbes-le-Château, Merbes-Sainte-Marie), la commune de Momignies (Beauwelz, Forge-

31 Moniteur belge du 12 juin 1867, p. 3 217.

32 Moniteur belge du 17 avril 1878, p. 1 178.

33 Moniteur belge du 8 octobre 1913, p. 6 842.

34 Moniteur belge du 25 avril 1896, p. 1 567-1 568.

35 S. VRIELINCK, op. cit., p. 608.

36 Moniteur belge du 26 juin 1869, p.2241-2243.

37 Supplément au Moniteur belge du 31 octobre 1967, p. 255-294.

38 Ibidem, article 2, p. 278.

39 Moniteur belge du 22 mai 1999, p. 18 212.

40 Moniteur belge du 22 août 2000, p. 28 181.

Philippe, Macon, Macquenoise, Momignies, Monceau-Imbrechies, Seloignes), celle de Sivry-Rance (commune créée en 1977 de la fusion de Grandrieu, Montbliart, Rance, Sautin, Sivry). Le siège de Beaumont exerce sa juridiction sur la ville de Beaumont, la commune de Froidchapelle et celle de Sivry-Rance. Le siège de Merbes-le-Château exerce sa juridiction sur la commune d'Erquelinnes et celle de Merbes-le-Château. Le siège de la justice de paix de Chimay étend sa juridiction à la ville de Chimay et à la commune de Momignies. Le nouveau canton judiciaire de Binche dont le siège est établi dans cette ville, englobe les localités appartenant aux communes de Binche (Binche, Bray, Buvrines, Épinois, Leval-Trahegnies, Péronnes, Ressaix, Waudrez), Estinnes, (commune créée en 1977 de la fusion de Croix-lez-Rouveroy, Estinnes-au-Mont, Estinnes-au-Val, Fauroeux, Haulchin, Peissant, Rouveroy, Vellereille-les-Brayeux, Vellereille-le-Sec), Morlanwelz (commune née en 1977 de la fusion de Carnières, Mont-Sainte-Aldegonde, Morlanwelz-Mariemont). Les anciennes communes de Croix-lez-Rouveroy, Fauroeux, Peissant et Rouveroy dépendaient de l'ancien canton judiciaire de Merbes-le-Château ; celles de Bray et Péronnes dépendaient du canton judiciaire de La Louvière et Vellereille-le-Sec du second canton judiciaire de Mons. Le nouveau premier canton judiciaire de Charleroi dont le siège est établi à Charleroi englobe le territoire de l'ancienne ville de Charleroi et les anciennes communes de Dampremy et Gilly faisant partie de l'actuelle entité de Charleroi. Le nouveau second canton judiciaire de Charleroi englobe les localités formant la commune de Gerpennes (Acoz, Gerpennes, Gougny, Joncret, Loverval, Villers-Poterie), et les anciennes communes de Marcinelle et Montignies-sur-Sambre appartenant à l'entité de Charleroi. Les anciennes communes de Acoz, Gerpennes, Gougny, Joncret et Villers-Poterie faisaient auparavant partie du canton judiciaire de Châtelet. Le nouveau troisième canton judiciaire de Charleroi dont le siège est établi dans l'ancienne commune de Gosselies, intégrée à l'entité de Charleroi, englobe la ville de Fleurus (Brye, Fleurus, Heppignies, Lambusart, Saint-Amand, Wagnelée, Wanfercée-Baulet, Wangenies), la nouvelle commune de Les Bons Villers (née en 1977 de la fusion de Frasnes-lez-Gosselies, Mellet, Rèves, Villers-Perwin et Wayaux) et les anciennes communes de Gosselies et Ransart appartenant à l'entité de Charleroi. L'ancienne commune de Rèves faisait partie du canton judiciaire de Seneffe, celle de Lambusart du canton judiciaire de Châtelet. Le cas de la commune de Boignée est exceptionnel. Elle faisait également partie du canton judiciaire de Gosselies jusqu'à sa suppression et son intégration, en date du 1er janvier 1977, à l'entité de Sombreffe. La localité de Boignée est, par conséquent, passée à cette date de la province du Hainaut, arrondissement de Charleroi à celle de Namur, arrondissement de Namur et appartient désormais au canton de la justice de paix de Gembloux-Eghezée. Les anciennes communes de Jumet, Lodelinsart et Roux de l'entité de Charleroi, forment le quatrième canton judiciaire de Charleroi dont le siège est établi à Jumet. Le nouveau cinquième canton judiciaire de Charleroi dont le siège est établi dans l'ancienne commune de Marchienne-au-Pont de l'entité de Charleroi, englobe les anciennes communes de Couillet, Goutroux, Marchienne-au-Pont, Monceau-sur-Sambre, Mont-sur-Marchienne ayant fusionné avec la ville de Charleroi. L'ancienne commune de Couillet faisait jusqu'alors partie du second canton judiciaire de Charleroi. Le nouveau canton judiciaire de Châtelet dont le siège est établi à Châtelet englobe les localités appartenant aux communes de Châtelet (Bouffioulx, Châtelet, Châtelineau), Aiseau-Presles (Aiseau, Pont-de-Loup, Presles, Roselies ) et Farciennes (Farciennes,

Pironchamps). Le nouveau canton judiciaire de Fontaine-l'Évêque dont le siège est établi dans cette ville, englobe les localités formant la commune de Fontaine-l'Évêque (Fontaine-l'Évêque, Forchies-la-Marche, Leernes), la commune d'Anderlues et l'entité de Courcelles (Courcelles, Gouy-lez-Piéton, Souvret, Trazegnies). L'ancienne commune de Gouy-lez-Piéton appartenait au canton judiciaire de Seneffe. Le nouveau canton judiciaire de Seneffe dont le siège est établi à Seneffe, englobe les anciennes communes formant les entités de Chapelle-lez-Herlaimont (Chapelle-lez-Herlaimont, Godarville, Piéton), Manage (Bois-d'Haine, Fayt-lez-Manage, La Hestre, Manage), Pont-à-Celles (Buzet, Luttre, Obaix, Pont-à-Celles, Thiméon, Viesville), Seneffe (Arquennes, Familleu-reux, Feluy, Petit-Roieux-lez-Nivelles, Seneffe). Les anciennes communes de Thiméon et Viesville faisaient jusque-là partie du canton judiciaire de Gosselies. Le nouveau canton judiciaire de Thuin dont le siège est établi dans la même ville, englobe les localités de la commune d'Ham-sur-Heure-Nalinnes (Cour-sur-Heure, Ham-sur-Heure, Jamioulx, Marbaix, Nalinnes), de la commune de Lobbes (Bienne-lez-Happart, Lobbes, Mont-Sainte-Geneviève, Sars-la-Buissière), de la commune de Montigny-le-Tilleul (née en 1977 de la fusion de Landelies et Montignies-le-Tilleul) et des localités de la commune de Thuin (Biercée, Biesmes-sous-Thuin, Donstiennes, Gozée, Leers-et-Fosteau, Ragnies, Thuillies, Thuin). Le tribunal de police de l'arrondissement de Charleroi a été créé par la loi du 25 avril 1960<sup>41</sup>. À l'origine, à partir de janvier 1961, sa juridiction englobe les cantons de Charleroi-Nord et de Charleroi-Sud, le canton de Marchienne-au-Pont et celui de Jumet. À partir de 1970, sa juridiction s'étend aux cantons de Châtelet, de Fontaine-l'Évêque et de Gosselies<sup>42</sup>. Les compétences en matière de police de toutes les justices de paix de l'arrondissement ont été transférées au tribunal de police de l'arrondissement de Charleroi à partir du 1er janvier 1995, conformément à la loi du 11 juillet 1994<sup>43</sup>. Les suites civiles des causes régulièrement introduites avant le 1er janvier 1995 sont continuées devant le juge de paix qui en avait été saisi. Le nouveau tribunal de police exerce sa juridiction sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement judiciaire de Charleroi.

#### *ORGANISATION DE LA JUSTICE DE PAIX DU CANTON DE CHIMAY*

Le canton municipal de Chimay est érigé par l'arrêté du Comité de salut public du 14 fructidor an III (31 août 1795)<sup>44</sup> et reçoit ses limites définitives par un arrêté de l'administration centrale du département de Jemappes du 2 nivôse an IV (23 décembre 1795). Selon cet arrêté, imprimé à Mons, il est composé des localités de " Chimay, Virelles, Lompret, Boutonville et Baileux, Bourlers, Forges, Seloigne, Beauwelz, Momegnies, Monceau, Macon, Bailièvre, Robechies, Salles, Ste Geneviève, St Remy, Villers-la-Tour, Vaux et leurs dépendances ". Un juge de paix est nommé dans chaque canton municipal. Celui de Chimay est supprimé par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), loi

41 Moniteur belge du 29 avril 1960, p. 3 178-3 179.

42 Annuaire administratif et judiciaire de Belgique, Bruxelles, 1970-1971, p. 472.

43 Moniteur belge du 21 juillet 1994, p. 19 126.

44 D-A. VAN BASTELAER, " Collection des actes de franchises, de privilèges, octrois ,ordonnances, règlements, donnés spécialement à la ville de Charleroi par ses souverains depuis sa fondation avec quelques commentaires sur les faits et causes qui ont amené chacun de ses actes. Septième fascicule, République et Empire ", dans Documents et rapports de la Société paléontologique et archéologique de l'arrondissement judiciaire de Charleroi, t. 14, Mons, 1886, p. 557-558.

concernant la division du territoire de la République et son administration<sup>45</sup>. Le canton judiciaire de Chimay qui succède au canton municipal, est créé par l'arrêté du 7 frimaire an X (28 novembre 1801)<sup>46</sup>. Le canton judiciaire de Chimay est composé des communes constituant à l'origine le canton municipal c'est-à-dire Baileux, Bailièvre, Beauwelz, Bourlers, Chimay, Lompret, Macon, Momignies, Monceau-Imbrechies, Robechies, Saint-Remy, Salles, Seloignes, Vaulx, Villers-la-Tour et Virelles. S'y ajoutent la commune des Rièzes érigée par la loi du 1er mars 1851<sup>47</sup>, celle de Macquenoise créée par la loi du 7 juin 1867<sup>48</sup>, de l'Escaillère, érigée par la loi du 10 juin 1886<sup>49</sup> et celle de Forge-Philippe créée par la loi du 10 août 1886<sup>50</sup>. En mai 1814, le premier traité de Paris détachait le canton de Chimay du département de Jemappes pour le rattacher à la France, département des Ardennes, arrondissement de Rocroi<sup>51</sup>. Cependant, moins de deux ans plus tard, après les Cent-Jours, par un arrêté de Guillaume Ier daté du 14 janvier 1816, le canton de Chimay retourne à l'arrondissement de Charleroi<sup>52</sup>. La loi du 25 mars 1999 relative à la réforme des cantons judiciaires<sup>53</sup> a redessiné les contours des cantons de justices de paix. La nouvelle organisation devait fonctionner dès le 1er septembre 2000, mais son application a été différée au 1er septembre 2001<sup>54</sup>. Le nouveau canton judiciaire de Beaumont-Chimay-Merbes-le-Château dont les sièges sont établis à Beaumont, Chimay et à Merbes-le-Château, englobe les communes appartenant aux entités de Beaumont (Barbençon, Beaumont, Leugnies, Leval-Chaudeville, Renlies, Solre-Saint-Géry, Strée, Thirimont), Chimay (Baileux, Bailièvre, Bourlers, Chimay, Forges, L'Escaillère, Lompret, Rièzes, Robechies, Saint-Remy, Salles, Vaulx, Villers-la-Tour, Virelles), Erquelines (Bersillies-l'Abbaye, Erquelines, Grand-Reng, Hantes-Wihéries, Montignies-Saint-Christophe, Solre-sur-Sambre), Froidchapelle (Boussu-lez-Walcourt, Erpion, Froidchapelle, Vergnies), Merbes-le-Château (Fontaine-Valmont, Labuissière, Merbes-le-Château, Merbes-Sainte-Marie), Momignies (Beauwelz, Forge-Philippe, Macon, Macquenoise, Momignies, Monceau-Imbrechies, Seloignes) et Sivry-Rance (Grandrieu, Montbliart, Rance, Sautin, Sivry). Le siège de la justice de paix de Chimay exerce sa juridiction sur la ville de Chimay et la commune de Momignies.

## ARCHIVES

### ARRONDISSEMENT DE CHARLEROI

La campagne d'inspections des archives des justices de paix de l'arrondissement de Charleroi<sup>55</sup>, menée à partir de décembre 2001, a abouti au versement de plus de 600

45 Bulletin des lois de la République française, 3ème série, tome premier, n°17, arrêté n° 115.

46 Bulletin des lois de la République française, 3ème série, tome cinquième, n°155, arrêté n° 1203.

47 Moniteur belge du 4 mars 1851, p. 533.

48 Moniteur belge du 8 juin 1867, p. 3 113-3 114.

49 Moniteur belge du 18 juin 1886, p. 2 313.

50 Moniteur belge du 19 août 1913, p. 3 878.

51 J.BAURIN, " Chimay sous le régime français ", dans Publications de la Société d'Histoire et d'Archéologie du Pays de Chimay, t. 3, 1937, p. 26.

52 Journal de la province de Hainaut du 26 janvier 1816, p. 4.

53 Moniteur belge du 22 mai 1999, p. 18 212.

54 Moniteur belge du 22 août 2000, p. 28 181.

55 Elle a fait l'objet d'un rapport : P.-J. NIEBES, Les archives des justices de paix de l'arrondissement

mètres linéaires d'archives en 2002 et 2003. Les 13 inventaires qui composent ce volume sont nés de la fusion de ces archives avec celles précédemment versées par les justices de paix aux Archives de l'État à Mons représentant un métrage de 130 mètres linéaires.

#### JUSTICE DE PAIX DU CANTON DE CHIMAY

Au mois de mars 1959, en application de l'article 1er de la loi sur les archives du 24 juin 1955<sup>56</sup>, les documents de plus de cent ans conservés par la justice de paix sont versés aux Archives de l'État à Mons : il s'agit des minutes civiles de 1853 à 1858 (EA 443). Le 6 septembre 2002 sont versées les minutes civiles de 1859 à 1969 ainsi que d'autres documents en rapport avec la procédure civile, et les minutes pénales de 1901 à 1969. Le présent inventaire est le résultat de la fusion de ces deux versements, il a été achevé en octobre 2002.

---

judiciaire de Charleroi. Rapport d'inspection, Bruxelles, 2004. (Miscellanea archivistica. Studia, n° 159).

56 Moniteur belge du 12 août 1955, p. 4 900-4 901.



## Contenu et structure

Les archives des justices de paix et des tribunaux de police présidés par le juge de paix, désormais aisément accessibles, constituent une mine d'informations pour l'histoire de la vie quotidienne dans l'arrondissement de Charleroi et de son évolution de 1796 à nos jours, marquée par la révolution industrielle. Elles permettent aussi d'étudier les sociabilités populaires dans l'espace cantonal, formé le plus souvent d'un chef-lieu entouré de petites communes rurales. Ces archives judiciaires conservent enfin la trace d'oubliés, dont l'existence n'est attestée que par leur mention dans les registres d'état civil, inconnus dévoilés ici dans leur quotidien <sup>57</sup>.

## TYPOLOGIE DES DOCUMENTS

### GÉNÉRALITÉS

JP002 Circulaires du procureur du Roi JP003 Minutier de la correspondance expédiée À conserver jusqu'à 1940. JP004 Statistiques judiciaires, civiles et/ou pénales Ces statistiques sont établies à l'attention du procureur du Roi sur la base de formulaires qui détaillent les différentes activités du juge de paix. Les statistiques civiles détaillent le nombre annuel des affaires relevant de la juridiction contentieuse (affaires sur citation, affaires sur comparution volontaire) et celui des actes relevant de la juridiction gracieuse (actes de notoriété, actes de tutelle officieuse, actes d'apposition et de levée de scellés...). Les statistiques pénales détaillent les différents types d'affaires jugées par le tribunal de police, la nature des infractions ainsi que le nombre des inculpés.

### COMPÉTENCE CIVILE

#### PROCÉDURE DE CONCILIATION

JP013 Registre de conciliation <sup>58</sup>Ce registre contient, par date d'audience de conciliation, les noms du demandeur et du défendeur, l'objet de la demande et la suite donnée aux affaires : arrangement ou non.

#### JURIDICTION CONTENTIEUSE

JP018 Rôle général Toute cause, introduite sur citation ou sur comparution volontaire y est inscrite, avec pour indications la date et le numéro d'inscription au rôle, les noms des parties et la nature de l'affaire. La date du jugement et son numéro y figurent également. JP019 Registre des affaires sur comparution volontaire Ce registre contient le nom du demandeur et celui du défendeur, la date de l'audience, l'objet de la demande et précise la suite donnée à l'affaire. JP020 Registre des comparutions sur citation JP021 Feuilles d'audience Parfois reliée en recueil ou jointe à la minute du jugement, cette feuille (ou

57 Sur ce thème, voir l'introduction du livre d'A. CORBIN, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinageot. Sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, coll. " Champs ", 1998.

58 Le préliminaire obligatoire de conciliation a été supprimé par la loi du 12 août 1911, voir *Moniteur belge* du 19 août 1911.

plumitif) écrite par le greffier reprend le numéro du rôle général, l'identité des parties et le dispositif du jugement. JP022 Minutes des jugements La plupart du temps, les minutes des jugements sont reliées avec les minutes des actes du juge, relevant de la juridiction gracieuse, dans l'ordre chronologique des audiences. Les numéros d'ordre de la première et dernière minute de chaque recueil figurent dans l'inventaire, ainsi que leurs dates. Le numéro d'ordre est repris dans les répertoires chronologiques et tables alphabétiques. Chaque affaire s'y trouve résumée avec l'identité complète, l'âge, la profession et le domicile des parties, la nature de l'affaire, il se termine par le dispositif du jugement signé par le juge et le greffier. JP023 Répertoires chronologiques et tables alphabétiques Ce répertoire annuel mentionne dans l'ordre chronologique tous les actes du juge ainsi que les jugements rendus par lui, la table est un index des noms de famille dans l'ordre alphabétique. Il s'agit d'instruments de recherche essentiels pour l'accès au jugement dont ils fournissent le numéro d'ordre, soit par nom de famille soit par ordre chronologique des affaires. JP024 Dossiers de procédure, avant 1970. Les dossiers sont rangés par date d'audience, avec mention du numéro du rôle général. Le procès-verbal d'audience en fait généralement partie.

#### *JURIDICTION GRACIEUSE*

JP033 Minutes des actes Voir minutes des jugements. JP035 Etats des tutelles et pièces similaires (dossiers des conseils de famille, inventaire d'héritage, bordereaux d'inscription hypothécaire). Les recueils sont formés des résumés des délibérations des conseils de famille rangés dans l'ordre chronologique des dates de ces conseils. Ils mentionnent le numéro de la tutelle, les nom, prénom des mineurs et des tuteurs, la date d'ouverture de la tutelle ainsi que le numéro du répertoire des actes du juge. JP035 Bordereau d'inscription hypothécaire Lorsque le conseil de famille décide que le tuteur doit fournir des garanties pour la sûreté de sa gestion, l'inscription d'un droit d'hypothèque est requise au bureau des hypothèques de l'arrondissement de Charleroi au profit des mineurs. JP037 Documents en rapport avec la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents de travail. Cette loi du 24 décembre 1903<sup>59</sup> stipule que lorsqu'un ouvrier, ayant conclu un contrat de travail régi par la loi du 10 mars 1900, est victime d'un accident, une déclaration doit être faite à l'inspecteur du travail et au greffe de la justice de paix du canton où l'accident s'est produit. Les inspecteurs du travail procèdent à une enquête sur les causes de l'accident et le procès-verbal d'enquête est transmis au greffe de la justice de paix. La loi prévoit des indemnités dues aux victimes ou à leurs ayants droit, le juge de paix est seul compétent pour décider si la victime ou ses ayants droit peuvent réclamer les indemnités fixées par la loi et connaît toute contestation à ce sujet. Il désigne un médecin chargé d'effectuer une expertise médicale<sup>60</sup>. Les documents sont donc constitués de déclarations d'accidents, procès-verbaux de convention et certificats médicaux, parfois avec photos ou radiographies. JP043 Rapports d'expertise concernant, notamment, les expropriations d'utilité publique, les successions, les délimitations de propriété.

59 Moniteur belge des 28 et 29 décembre 1903, p.

60 A. CORNET, *Devant le juge de paix, Thuillies (Hainaut)*, Editions Ramgal, 1944, p. 99-103.

---

## COMPÉTENCE PÉNALE

### *TÂCHES ADMINISTRATIVES*

JP062 règlements de police communaux

### *PROCÉDURE*

JP064 minutes des jugements de police Les minutes sont classées par date du jugement avec indication d'un numéro de notice. Au cours du XIXe siècle des formulaires pré-imprimés sont introduits. Chaque jugement est motivé par le texte de loi de référence portant sur l'infraction commise. Le jugement résume l'affaire portée devant le tribunal, indique l'identité complète, l'âge, la profession et le domicile des prévenus et des victimes. L'acte se termine par le dispositif du jugement, la date et la signature du juge et du greffier. Chaque jugement porte un numéro mentionné dans l'inventaire car les registres et tableaux de jugements renvient à ce numéro. JP065 Registre des jugements Registre introduit suite à la loi du 1er mai 1849 <sup>61</sup>et supprimé en 1896 car il faisait double emploi avec le tableau des jugements. Il contient un numéro d'inscription, l'identité des inculpés, leur âge, profession et résidence, la manière dont le tribunal a été saisi de l'affaire : le fonctionnaire qui a dressé le procès-verbal ou le nom des parties civiles, la nature et le lieu du délit, la date et le dispositif du jugement, la loi ou le règlement appliqué en la matière, le nombre des témoins. JP066 Tableaux des jugements Document introduit en 1850 en application de cette même loi, destiné au procureur du Roi, contient, à l'instar du registre des jugements, toutes les informations relatives à l'affaire ainsi que les numéros de rôle et celui du jugement. JP067 Tables alphabétiques reprenant les noms des condamnés et des inculpés et le numéro du jugement correspondant. JP068 Dossiers des affaires pénales Un dossier pénal peut contenir des pro-justitia de la police communale, des bulletins de renseignements et de condamnation, des conclusions des avocats, un procès-verbal d'audience.

### *ACTIVITÉS DU COMITÉ DE PATRONAGE DES CONDAMNÉS LIBÉRÉS*

JP073 Documents produits par ce comité

### *DOCUMENTS DÉPOSÉS AU GREFFE DE LA JUSTICE DE PAIX*

Documents produits par le Parquet près le tribunal de police JP076 Journal de l'officier du Ministère public Ce volume mentionne la date de l'opération, la description du crime ou délit, le lieu et les types de mandats délivrés : de comparution, d'amener ou d'arrêt. JP079 Bulletins de condamnation transmis au Ministère de la justice Ces listes ont été conservées en l'absence de table alphabétique car elles fournissent les dates des condamnations et les noms et prénoms des condamnés à chaque date d'audience. JP081 Registre d'exécution des peines ou registre des notices Ce registre contient le numéro de notice, l'identité des prévenus, leur âge et domicile, la nature et le lieu du délit ou de la

---

61 Moniteur belge du 21 juin 1849, p. 1 715.

contravention, indique l'origine des procès-verbaux (gendarmerie) et la date de condamnation ou autre suite donnée à l'affaire.

### **PRÉSENTATION DU CONTENU POUR LA JUSTICE DE PAIX DU CANTON DE CHIMAY**

Les minutes des jugements et actes civils débutent en 1853. Les répertoires chronologiques sont reliés aux recueils de minutes jusqu'à l'année 1904. À partir de 1960 (numéro 151), des pièces de procédure telles que les exploits d'huissier et les citations à comparaître sont jointes aux minutes civiles. Les registres de tutelles (numéros 177 à 189) ne débutent qu'en 1903 mais les rapports du juge délégué relatifs aux états des tutelles du canton, présentés devant le Tribunal de première instance séant à Charleroi ont été transmis au juge de paix par le parquet du procureur du Roi et conservés de 1883 à 1935. Les numéros 193 à 197 de l'inventaire sont des documents en rapport avec l'application de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents de travail. Le registre des prestations de serment des gardes particuliers et champêtres a été conservé (numéro 198); il couvre la période de 1901 à 1949 et contient aussi la liste des règlements et ordonnances de police déposés au greffe de 1909 à 1959. Les minutes pénales (numéros 200 à 304) débutent en 1901. Des pièces annexes telles que les pro justitia et plumitifs d'audience y sont jointes. Plusieurs années manquent dans cette série de minutes de police : 1905, 1907 à 1909, 1911 et 1912, 1916 à 1919 et la seconde partie de 1924. Deux condamnations du chef d'abstention lors des élections ont été trouvées en juin 1921 (numéro 218). Parmi les tableaux de jugements de police, les années 1916 à 1924, 1933 à 1954, 1956 à 1960 n'ont pas été conservées. Les dossiers d'affaires pénales (numéros 340 à 364), sélectionnés après tri, datent des années 1944 à 1947, 1955 et 1964. Les numéros indiqués correspondent aux numéros des jugements, les dates à celles des audiences. Seuls les jugements des audiences des 28 juillet et 18 août 1944, et du 28 juillet 1945 ne sont pas numérotés. Les tables alphabétiques des noms des inculpés et condamnés concernent les années 1961 à 1967. En l'absence de tables alphabétiques reprenant le nom des condamnés pour cette période, les extraits de jugements de 1942 à 1958 ont été conservés car ils mentionnent l'identité des condamnés.

## Description des séries et des éléments

- |          |   |          |
|----------|---|----------|
| <b>1</b> | <b>I. GÉNÉRALITÉS</b><br>Livre des dépenses pour frais de greffe, 1890-1970.<br>1890-1970<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972 | 1 volume |
|----------|---|----------|

## II. COMPÉTENCE CIVILE

### A. PROCÉDURE DE CONCILIATION

2 - 4 REGISTRES DE CONCILIATIONS, 1941-1965.[1]

**2** 21 juin 1941 - 24 novembre 1951 ; 24 décembre 1957 - 30 décembre 1959.  
1941-1959

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**3** 14 mars 1953 - 23 octobre 1957.  
1953-1957

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**4** 6 janvier 1960 - 27 janvier 1965.  
1960-1965

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

### B. JURIDICTION CONTENTIEUSE

5 - 7 RÔLE GÉNÉRAL, 1940-1968.

**5** 2 février 1940 - 7 mai 1953.  
1940-1953

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

1 volume

**6** 1er juin 1953 - 15 septembre 1965.  
1953-1965

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

1 volume

**7** 15 septembre 1965 - 24 décembre 1968.  
1965-1968

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

1 volume

8 - 9 REGISTRES DES AFFAIRES SUR COMPARUTION VOLONTAIRE, 1919-1937.

**8** 23 avril 1919 - 7 octobre 1928.  
1919-1928

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

1 volume

**9** 16 octobre 1928 - 1er septembre 1937.  
1928-1937

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

1 volume

**10** Registre des comparutions sur citation, 26 septembre 1924 - 15 janvier 1938.  
1924-1938

1 volume

---

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 11** Feuilles d'audience, 12 janvier 1966 - 26 avril 1972.  
1966-1972 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 12** 12 - 170 MINUTES DES ACTES ET JUGEMENTS CIVILS, 1853-1969.  
6 janvier - 30 décembre 1853 (n° 1 à 109)[1].  
1853-1853  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 13** 7 janvier - 30 décembre 1854 (n° 1 à 147)..[1].  
1854-1854  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 14** 12 janvier - 30 décembre 1855 (n° 1 à 116)..[1].  
1855-1855  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 15** 5 janvier - 27 décembre 1856 (n° 1 à 152)..[1].  
1856-1856  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 16** 3 janvier - 27 décembre 1857 (n° 1 à 155)..[1].  
1857-1857  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 17** 2 janvier - 26 décembre 1858 (n° 1 à 138)..[1].  
1858-1858  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 18** 4 janvier - 30 décembre 1859 (n° 1 à 136)..[1].  
1859-1859  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 19** 7 janvier - 23 décembre 1860 (n° 1 à 147)..[1].  
1860-1860  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 20** 5 janvier - 31 décembre 1861 (n° 1 à 164)..[1].  
1861-1861  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 21** 2 janvier - 27 décembre 1862 (n° 1 à 149)..[1].  
1862-1862  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 
- 22** 3 janvier - 19 décembre 1863 (n° 1 à 157)..[1].  
1863-1863  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 23** 16 janvier - 30 décembre 1864 (n° 1 à 134)..[1].  
1864-1864  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 24** 1er janvier - 31 décembre 1865 (n° 1 à 130)..[1].  
1865-1865  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 25** 6 janvier - 25 décembre 1866 (n° 1 à 129)..[1].  
1866-1866  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 26** 2 janvier - 15 décembre 1867 (n° 1 à 90)..[1].  
1867-1867  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 27** 5 janvier - 27 décembre 1868 (n° 1 à 114)..[1].  
1868-1868  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 28** 2 janvier - 29 décembre 1869 (n° 1 à 116)..[1].  
1869-1869  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 29** 15 janvier - 31 décembre 1870 (n° 1 à 199)..[1].  
1870-1870  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 30** 2 janvier - 30 décembre 1871 (n° 1 à 262)..[1].  
1871-1871  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 31** 6 janvier - 29 décembre 1872 (n° 1 à 214)..[1].  
1872-1872  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 32** 4 janvier - 29 décembre 1873 (n° 1 à 211)..[1].  
1873-1873  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 33** 3 janvier - 30 décembre 1874 (n° 1 à 210)..[1].  
1874-1874



---

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 34** 6 janvier - 31 décembre 1875 (n° 1 à 145)..[1].  
1875-1875  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 35** 7 janvier - 31 décembre 1876 (n° 1 à 166)..[1].  
1876-1876  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 36** 19 janvier - 29 décembre 1877 (n° 1 à 103)..[1].  
1877-1877  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 37** 11 janvier - 29 décembre 1878 (n° 1 à 117)..[1].  
1878-1878  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 38** 3 janvier - 26 décembre 1879 (n° 1 à 147)..[1].  
1879-1879  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 39** 11 janvier - 30 décembre 1880 (n° 1 à 147)..[1].  
1880-1880  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 40** 7 janvier - 30 décembre 1881 (n° 1 à 227)..[1].  
1881-1881  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 41** 13 janvier - 29 décembre 1882 (n° 1 à 229)..[1].  
1882-1882  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 42** 10 janvier - 31 décembre 1883 (n° 1 à 206)..[1].  
1883-1883  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 43** 4 janvier - 30 décembre 1884 (n° 1 à 230)..[1].  
1884-1884  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 44** 30 décembre 1884 - 27 décembre 1885 (n° 1 à 162)..[1].  
1884-1885  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 45** 2 janvier - 31 décembre 1886 (n° 1 à 230)..[1].

1886-1886

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**46** 7 janvier - 30 décembre 1887 (n° 1 à 206)..[1].

1887-1887

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**47** 6 janvier - 28 décembre 1888 (n° 1 à 186)..[1].

1888-1888

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**48** 4 janvier - 27 décembre 1889 (n° 1 à 183)..[1].

1889-1889

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**49** 3 janvier - 30 décembre 1890 (n° 1 à 154)..[1].

1890-1890

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**50** 9 janvier - 31 décembre 1891 (n° 1 à 169)..[1].

1891-1891

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**51** 15 janvier - 30 décembre 1892 (n° 1 à 161)..[1].

1892-1892

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**52** 6 janvier - 29 décembre 1893 (n° 1 à 163)..[1].

1893-1893

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**53** 12 janvier - 24 décembre 1894 (n° 1 à 151)..[1].

1894-1894

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**54** 4 janvier - 29 décembre 1895 (n° 1 à 124)..[1].

1895-1895

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**55** 24 janvier - 29 décembre 1896 (n° 1 à 149)..[1].

1896-1896

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**56** 22 janvier - 29 décembre 1897 (n° 1 à 155)..[1].

1897-1897

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 
- 57** 7 janvier - 30 décembre 1898 (n° 1 à 151)..[1].  
1898-1898  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 58** 6 janvier - 27 décembre 1899 (n° 1 à 195)..[1].  
1899-1899  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 59** 5 janvier - 28 décembre 1900 (n° 1 à 128)..[1].  
1900-1900  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 60** 4 janvier - 30 décembre 1901 (n° 1 à 174)..[1].  
1901-1901  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 61** 12 janvier - 29 décembre 1902 (n° 1 à 178)..[1].  
1902-1902  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 62** 16 janvier - 30 décembre 1903 (n° 1 à 167)..[1].  
1903-1903  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 63** 4 janvier - 30 décembre 1904 (n° 1 à 205)..[1].  
1904-1904  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 64** 4 janvier - 29 décembre 1905 (n° 1 à 142)..[1].  
1905-1905  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 65** 5 janvier - 28 décembre 1906 (n° 1 à 157).  
1906-1906  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972 1 recueil
- 66** 18 janvier - 27 décembre 1907 (n° 1 à 144).  
1907-1907  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972 1 recueil
- 67** 6 janvier - 23 décembre 1908 (n° 1 à 168).  
1908-1908  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972 1 recueil
- 68** 11 janvier - 31 décembre 1909 (n° 1 à 186).  
1909-1909  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972 1 recueil

- 
- |           |   |           |
|-----------|---|-----------|
| <b>69</b> | 14 janvier - 30 décembre 1910 (n° 3 à 193).<br>1910-1910<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i> | 1 recueil |
| <b>70</b> | 13 janvier - 30 décembre 1911 (n° 2 à 197).<br>1911-1911<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i> | 1 recueil |
| <b>71</b> | 8 janvier - 27 décembre 1912 (n° 1 à 255).<br>1912-1912<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>  | 1 recueil |
| <b>72</b> | 10 janvier - 26 décembre 1913 (n° 1 à 221).<br>1913-1913<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i> | 1 recueil |
| <b>73</b> | 9 janvier - 29 décembre 1914 (n° 1 à 146).<br>1914-1914<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>  | 1 recueil |
| <b>74</b> | 8 janvier - 31 décembre 1915 (n° 1 à 150).<br>1915-1915<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>  | 1 recueil |
| <b>75</b> | 14 janvier - 29 décembre 1916 (n° 1 à 176).<br>1916-1916<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i> | 1 recueil |
| <b>76</b> | 12 janvier - 28 décembre 1917 (n° 1 à 183).<br>1917-1917<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i> | 1 recueil |
| <b>77</b> | 11 janvier - 24 décembre 1918 (n° 1 à 87).<br>1918-1918<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>  | 1 recueil |
| <b>78</b> | 5 janvier - 26 décembre 1919 (n° 1 à 337).<br>1919-1919<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>  | 1 recueil |
| <b>79</b> | 3 janvier - 31 décembre 1920 (n° 1 à 279).<br>1920-1920<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>  | 1 recueil |
| <b>80</b> | 14 janvier - 30 décembre 1921 (n° 1 à 200).<br>1921-1921  | 1 recueil |

---

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 81** 6 janvier - 29 décembre 1922 (n° 2 à 207).  
1922-1922 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 82** 12 janvier - 28 décembre 1923 (n° 1 à 184).  
1923-1923 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 83** 7 janvier - 26 décembre 1924 (n° 1 à 205).  
1924-1924 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 84** 3 janvier - 26 juin 1925 (n° 1 à 124).  
1925-1925 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 85** 26 juin - 31 décembre 1925 (n° 125 à 244).  
1925-1925 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 86** 5 janvier - 24 juin 1926 (n° 1 à 130).  
1926-1926 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 87** 25 juin - 27 décembre 1926 (n° 131 à 237).  
1926-1926 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 88** 6 janvier - 22 juin 1927 (n° 1 à 122).  
1927-1927 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 89** 23 juin - 23 décembre 1927 (n° 123 à 258).  
1927-1927 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 90** 4 janvier - 28 juin 1928 (n° 1 à 169).  
1928-1928 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 91** 28 juin - 29 décembre 1928 (n° 170 à 333).  
1928-1928 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 92** 4 janvier - 5 août 1929 (n° 2 à 184).

---

	1929-1929 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>93</b>	5 août - 31 décembre 1929 (n° 185 à 317). 1929-1929 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>94</b>	2 janvier - 27 juin 1930 (n° 1 à 150). 1930-1930 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>95</b>	27 juin - 29 août 1930 (n° 151 à 250). 1930-1930 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>96</b>	29 août - 27 décembre 1930 (n° 251 à 370). 1930-1930 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>97</b>	2 janvier - 30 décembre 1931 (n° 1 à 261). 1931-1931 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>98</b>	5 janvier - 6 juillet 1932 (n° 1 à 150). 1932-1932 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>99</b>	6 juillet - 31 décembre 1932 (n° 151 à 300). 1932-1932 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>100</b>	7 janvier - 10 juin 1933 (n° 1 à 129). 1933-1933 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>101</b>	10 juin - 21 octobre 1933 (n° 130 à 266). 1933-1933 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>102</b>	21 octobre - 29 décembre 1933 (n° 267 à 395). 1933-1933 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>103</b>	3 janvier - 9 juin 1934 (n° 1 à 150). 1934-1934 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil

- 
- |            |   |           |
|------------|---|-----------|
| <b>104</b> | 9 juin - 29 décembre 1934 (n° 151 à 337).<br>1934-1934<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>       | 1 recueil |
| <b>105</b> | 5 janvier - 15 juillet 1935 (n° 1 à 149).<br>1935-1935<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>       | 1 recueil |
| <b>106</b> | 20 juillet - 28 décembre 1935 (n° 150 à 290).<br>1935-1935<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>   | 1 recueil |
| <b>107</b> | 4 janvier - 30 mai 1936 (n° 1 à 161).<br>1936-1936<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>           | 1 recueil |
| <b>108</b> | 30 mai - 29 décembre 1936 (n° 162 à 317).<br>1936-1936<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>       | 1 recueil |
| <b>109</b> | 8 janvier - 29 mai 1937 (n° 1 à 131).<br>1937-1937<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>           | 1 recueil |
| <b>110</b> | 5 juin - 29 décembre 1937 (n° 132 à 287).<br>1937-1937<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>       | 1 recueil |
| <b>111</b> | 5 janvier - 30 avril 1938 (n° 1 à 125).<br>1938-1938<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>         | 1 recueil |
| <b>112</b> | 30 avril - 10 septembre 1938 (n° 126 à 250).<br>1938-1938<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>    | 1 recueil |
| <b>113</b> | 10 septembre - 24 décembre 1938 (n° 251 à 380).<br>1938-1938<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i> | 1 recueil |
| <b>114</b> | 3 janvier - 19 juin 1939 (n° 1 à 175).<br>1939-1939<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>          | 1 recueil |
| <b>115</b> | 20 juin - 23 décembre 1939 (n° 176 à 343).<br>1939-1939<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>      | 1 recueil |

- 
- |            |  |           |
|------------|--|-----------|
| <b>116</b> | 6 janvier - 12 octobre 1940 (n° 1 à 128).<br>1940-1940<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972     | 1 recueil |
| <b>117</b> | 12 octobre - 31 décembre 1940 (n° 129 à 255).<br>1940-1940<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972 | 1 recueil |
| <b>118</b> | 4 janvier - 29 mars 1941 (n° 1 à 134).<br>1941-1941<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972        | 1 recueil |
| <b>119</b> | 29 mars - 5 juillet 1941 (n° 135 à 267).<br>1941-1941<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972      | 1 recueil |
| <b>120</b> | 5 juillet - 27 décembre 1941 (n° 268 à 409).<br>1941-1941<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972  | 1 recueil |
| <b>121</b> | 3 janvier - 19 juin 1942 (n° 1 à 150).<br>1942-1942<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972        | 1 recueil |
| <b>122</b> | 20 juin - 21 décembre 1942 (n° 151 à 290).<br>1942-1942<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972    | 1 recueil |
| <b>123</b> | 9 janvier - 22 mai 1943 (n° 1 à 140).<br>1943-1943<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972         | 1 recueil |
| <b>124</b> | 22 mai - 28 décembre 1943 (n° 141 à 293).<br>1943-1943<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972     | 1 recueil |
| <b>125</b> | 8 janvier - 13 mai 1944 (n° 1 à 120).<br>1944-1944<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972         | 1 recueil |
| <b>126</b> | 13 mai - 23 décembre 1944 (n° 121 à 249).<br>1944-1944<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972     | 1 recueil |
| <b>127</b> | 3 janvier - 29 décembre 1945 (n° 1 à 336).<br>1945-1945  | 1 recueil |



---

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 128** 5 janvier - 20 juillet 1946 (n° 1 à 200).  
1946-1946 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 129** 20 juillet - 21 décembre 1946 (n° 201 à 381).  
1946-1946 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 130** 4 janvier - 21 juin 1947 (n° 1 à 161).  
1947-1947 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 131** 21 juin - 24 décembre 1947 (n° 162 à 322).  
1947-1947 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 132** 3 janvier - 6 juillet 1948 (n° 1 à 150).  
1948-1948 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 133** 10 juillet - 18 décembre 1948 (n° 151 à 300).  
1948-1948 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 134** 5 janvier - 31 décembre 1949 (n° 1 à 286).  
1949-1949 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 135** 14 janvier - 24 juin 1950 (n° 1 à 177).  
1950-1950 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 136** 24 juin - 30 décembre 1950 (n° 178 à 372).  
1950-1950 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 137** 5 janvier - 9 juin 1951 (n° 1 à 175).  
1951-1951 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 138** 12 juin - 22 décembre 1951 (n° 176 à 391).  
1951-1951 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 139** 5 janvier - 27 décembre 1952 (n° 1 à 376).

---

	1952-1952 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>140</b>	3 janvier - 12 décembre 1953 (n° 1 à 378). 1953-1953 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>141</b>	9 janvier - 30 décembre 1954 (n° 1 à 420). 1954-1954 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>142</b>	11 janvier - 28 décembre 1955 (n° 1 à 350). 1955-1955 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>143</b>	4 janvier - 13 juin 1956 (n° 1 à 200). 1956-1956 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>144</b>	13 juin - 19 décembre 1956 (n° 201 à 430). 1956-1956 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>145</b>	16 janvier - 23 mai 1957 (n° 1 à 200). 1957-1957 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>146</b>	5 juin - 31 décembre 1957 (n° 201 à 412). 1957-1957 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>147</b>	8 janvier - 11 juin 1958 (n° 1 à 200). 1958-1958 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>148</b>	11 juin - 27 décembre 1958 (n° 201 à 410). 1958-1958 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>149</b>	7 janvier - 24 juin 1959 (n° 1 à 200). 1959-1959 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil
<b>150</b>	24 juin - 30 décembre 1959 (n° 201 à 446). 1959-1959 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 recueil

- 
- |            |  |           |
|------------|--|-----------|
| <b>151</b> | 6 janvier - 6 juillet 1960 (n° 1 à 268).<br>1960-1960<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>       | 1 recueil |
| <b>152</b> | 6 juillet - 28 décembre 1960 (n° 269 à 456).<br>1960-1960<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>   | 1 recueil |
| <b>153</b> | 4 janvier - 21 juin 1961 (n° 1 à 227).<br>1961-1961<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>         | 1 recueil |
| <b>154</b> | 21 juin - 30 décembre 1961 (n° 228 à 447).<br>1961-1961<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>     | 1 recueil |
| <b>155</b> | 3 janvier - 22 août 1962 (n° 1 à 290).<br>1962-1962<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>         | 1 recueil |
| <b>156</b> | 5 septembre - 29 décembre 1962 (n° 291 à 586).<br>1962-1962<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i> | 1 recueil |
| <b>157</b> | 8 janvier - 19 juin 1963 (n° 1 à 278).<br>1963-1963<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>         | 1 recueil |
| <b>158</b> | 12 juin - 18 décembre 1963 (n° 281 à 570).<br>1963-1963<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>     | 1 recueil |
| <b>159</b> | 6 janvier - 27 juin 1964 (n° 1 à 384).<br>1964-1964<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>         | 1 recueil |
| <b>160</b> | 1er juillet - 30 décembre 1964 (n° 385 à 696).<br>1964-1964<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i> | 1 recueil |
| <b>161</b> | 6 janvier - 30 juin 1965 (n° 1 à 402).<br>1965-1965<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>         | 1 recueil |
| <b>162</b> | 5 août - 29 décembre 1965 (n° 403 à 706).<br>1965-1965<br><i>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972</i>      | 1 recueil |

- 
- |            |   |           |
|------------|---|-----------|
| <b>163</b> | 5 janvier - 30 juin 1966 (n° 1 à 553).<br>1966-1966<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972         | 1 recueil |
| <b>164</b> | 13 juillet - 28 décembre 1966 (n° 555 à 975).<br>1966-1966<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972  | 1 recueil |
| <b>165</b> | 11 janvier - 30 juin 1967 (n° 1 à 443).<br>1967-1967<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972        | 1 recueil |
| <b>166</b> | 4 juillet - 27 décembre 1967 (n° 444 à 802).<br>1967-1967<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972   | 1 recueil |
| <b>167</b> | 3 janvier - 27 juin 1968 (n° 1 à 356).<br>1968-1968<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972         | 1 recueil |
| <b>168</b> | 1er juillet - 27 décembre 1968 (n° 357 à 611).<br>1968-1968<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972 | 1 recueil |
| <b>169</b> | 8 janvier - 30 juin 1969 (n° 1 à 407).<br>1969-1969<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972         | 1 recueil |
| <b>170</b> | 2 juillet - 29 décembre 1969 (n° 408 à 832).<br>1969-1969<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972   | 1 recueil |
|            | 171 - 176 RÉPERTOIRES CHRONOLOGIQUES DES ACTES ET JUGEMENTS CIVILS, 1853-1969.[1]                               |           |
| <b>171</b> | 1853.<br>1853-1853<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972  | 1 cahier  |
| <b>172</b> | 16 avril 1920 - 13 novembre 1931.<br>1920-1931<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972              | 1 volume  |
| <b>173</b> | 13 novembre 1931 - 13 juin 1942.<br>1931-1942<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972               | 1 volume  |

- 
- 174** 13 juin 1942 - 15 février 1956.  
1942-1956 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 175** 17 février 1956 - 11 septembre 1963.  
1956-1963 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 176** 11 septembre 1963 - 3 décembre 1969.  
1963-1969 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**C. JURIDICTION GRACIEUSE**

## Minutes d'actes civils

- 177** 177 - 189 REGISTRES DES TUTELLES, 1903-1958.  
4 janvier 1903 - 6 avril 1906.[2].  
1903-1906 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 178** 6 avril 1906 - 18 janvier 1910.[2].  
1906-1910 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 179** 18 janvier 1910 - 17 mars 1914.[2].  
1910-1914 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 180** 17 mars 1914 - 8 mars 1919.[2].  
1914-1919 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 181** 15 mars 1919 - 31 août 1921.[2].  
1919-1921 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 182** 12 septembre 1921 - 13 novembre 1926.[2].  
1921-1926 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 183** 18 novembre 1926 - 15 janvier 1931.[2].  
1926-1931 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 
- 184** 12 février 1931 - 23 janvier 1935.[2].  
1931-1935 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 185** 23 février 1935 - 17 décembre 1938.[2].  
1935-1938 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 186** 17 janvier 1939 - 8 janvier 1944.[2].  
1939-1944 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 187** 8 janvier 1944 - 25 septembre 1948.[2].  
1944-1948 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 188** 27 novembre 1948 - 12 septembre 1956.[2].  
1948-1956 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 189** 12 septembre 1956 - 3 décembre 1958.[2].  
1956-1958 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 190** État des tutelles, 29 janvier 1958 - 13 décembre 1967 (1 à 184).  
1958-1967 1 recueil  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 191** Extraits des minutes du greffe du Tribunal de première instance séant à Charleroi : rapports du juge délégué relatifs à la tenue des états de tutelles du canton, 1883 à 1935.  
1883-1935 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 192** Inventaires de biens mobiliers dressés après décès dans le cadre de successions, 1960-1972.  
1960-1972 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 193** 193 - 196 DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS DE TRAVAIL, 1908-1914  
18 août 1908 - 10 avril 1909 (n° 1 à 105).[2].  
1908-1909  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 194** 13 avril 1909 - 3 janvier 1910 (n° 1 à 103).[2].

1909-1910

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**195** 5 octobre 1910 - 23 mars 1912 (n° 1 à 104).[2].  
1910-1912

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**196** 30 octobre 1913 - 7 août 1914 (n° 1 à 103).[2].  
1913-1914

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**197** Déclarations d'assujettissement à la loi du 24 décembre 1903 concernant la réparation des dommages résultant des accidents de travail, faites par des chefs de petites entreprises et d'exploitations agricoles, 1905 - 1924[2].  
1903-1924

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**198** Registre des prestations de serment des gardes particuliers et champêtres, 1901 - 1949[2].  
1901-1949

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**199** Acceptations de gardes particuliers et champêtres par le gouvernement de la province de Hainaut, 1899 - 1938.  
1899-1938

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

### III. COMPÉTENCE PÉNALE

#### A. PROCÉDURE

- 200** 200 - 304 MINUTES DES JUGEMENTS DE POLICE, 1901-1926.[1]  
2 janvier - 2 août 1901 (n° 1 à 119)[2].  
1901-1901  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 201** 4 juillet - 31 décembre 1902 (n° 205 à 310).  
1902-1902  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 202** 1er janvier - 17 juillet 1903 (n° 1 à 145).  
1903-1903  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 203** 17 juillet - 31 décembre 1903 (n° 146 à 291).  
1903-1903  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 204** 1er janvier - 19 août 1904 (n° 1 à 171).  
1904-1904  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 205** 19 août - 29 décembre 1904 (n° 172 à 318).  
1904-1904  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 206** 5 janvier - 17 août 1906 (n° 1 à 150).  
1906-1906  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 207** 17 août - 27 décembre 1906 (n° 151 à 277).  
1906-1906  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 208** 7 janvier - 21 juillet 1910 (n° 1 à 119).  
1910-1910  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 209** 2 septembre - 24 décembre 1910 (n° 120 à 276).  
1910-1910  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 210** 11 janvier - 29 août 1913 (n° 1 à 141).



1913-1913  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**211** 4 septembre - 19 décembre 1913 (n° 142 à 269).  
1913-1913  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**212** 16 janvier - 29 avril 1914 (n° 1 à 116).  
1914-1914  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**213** 1er mai - 24 décembre 1914 (n° 117 à 241).  
1914-1914  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**214** 8 janvier - 17 décembre 1915 (n° 1 à 75).  
1915-1915  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**215** 16 janvier - 2 juillet 1920 (n° 1 à 155).  
1920-1920  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**216** 16 juillet - 24 décembre 1920 (n° 156 à 291).  
1920-1920  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**217** 7 janvier - 17 juin 1921 (n° 1 à 114).  
1921-1921  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**218** 17 juin - 16 septembre 1921 (n° 115 à 207).  
1921-1921  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**219** 7 octobre - 16 décembre 1921 (n° 208 à 299).  
1921-1921  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**220** 6 janvier - 19 mai 1922 (n° 1 à 158).  
1922-1922  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**221** 2 juin - 9 septembre 1922 (n° 159 à 317).  
1922-1922  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 
- 222** 6 octobre - 29 décembre 1922 (n° 318 à 482).  
1922-1922  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 223** 19 janvier - 15 juin 1923 (n° 1 à 160).  
1923-1923  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 224** 15 juin - 7 septembre 1923 (n° 161 à 327).  
1923-1923  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 225** 5 octobre - 29 décembre 1923 (n° 329 à 481).  
1923-1923  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 226** 18 janvier - 20 juin 1924 (n° 1 à 148).  
1924-1924  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 227** 2 janvier - 1er mai 1925 (n° 1 à 115).  
1925-1925  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 228** 1er mai - 5 septembre 1925 (n° 116 à 246).  
1925-1925  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 229** 18 septembre - 24 décembre 1925 (n° 247 à 380).  
1925-1925  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 230** 15 janvier - 21 mai 1926 (n° 1 à 140).  
1926-1926  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 231** 11 juin - 22 octobre 1926 (n° 141 à 308).  
1926-1926  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 232** 22 octobre - 28 décembre 1926 (n° 309 à 438).  
1926-1926  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 233** 14 janvier - 6 mai 1927 (n° 1 à 170).  
1927-1927  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 
- 234** 6 mai - 27 juillet 1927 (n° 171 à 340).  
1927-1927  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 235** 2 septembre - 23 décembre 1927 (n° 341 à 535).  
1927-1927  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 236** 20 janvier - 20 avril 1928 (n° 1 à 160).  
1928-1928  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 237** 20 avril - 21 septembre 1928 (n° 161 à 346).  
1928-1928  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 238** 21 septembre - 21 décembre 1928 (n° 347 à 513).  
1928-1928  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 239** 11 janvier - 16 août 1929 (n° 1 à 165).  
1929-1929  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 240** 6 septembre - 22 novembre 1929 (n° 166 à 281).  
1929-1929  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 241** 22 novembre - 30 décembre 1929 (n° 282 à 384).  
1929-1929  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 242** 17 janvier - 20 juin 1930 (n° 1 à 164).  
1930-1930  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 243** 4 juillet - 26 septembre 1930 (n° 165 à 330).  
1930-1930  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 244** 17 octobre - 26 décembre 1930 (n° 331 à 476).  
1930-1930  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 245** 16 janvier - 24 avril 1931 (n° 1 à 177).  
1931-1931

---

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 246** 5 juin - 16 octobre 1931 (n° 178 à 431).  
1931-1931  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 247** 6 novembre - 29 décembre 1931 (n° 432 à 619).  
1931-1931  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 248** 9 janvier - 22 mai 1932 (n° 1 à 251).  
1932-1932  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 249** 4 juin - 17 décembre 1932 (n° 252 à 490).  
1932-1932  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 250** 5 janvier - 24 juin 1933 (n° 1 à 205).  
1933-1933  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 251** 1er juillet - 16 décembre 1933 (n° 206 à 384).  
1933-1933  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 252** 13 janvier - 8 septembre 1934 (n° 1 à 159).  
1934-1934  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 253** 6 octobre - 22 décembre 1934 (n° 160 à 301).  
1934-1934  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 254** 19 janvier - 21 décembre 1935 (n° 1 à 189).  
1935-1935  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 255** 4 janvier - 19 décembre 1936 (n° 1 à 219).  
1936-1936  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 256** 16 janvier - 5 juin 1937 (n° 1 à 118).  
1937-1937  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 257** 8 juillet - 18 décembre 1937 (n° 119 à 233).

1937-1937  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**258** 8 janvier - 17 décembre 1938 (n° 1 à 175).  
1938-1938  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**259** 20 janvier - 16 décembre 1939 (n° 1 à 204).  
1939-1939  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**260** 20 janvier - 21 décembre 1940 (n° 1 à 97).  
1940-1940  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**261** 1er février - 20 décembre 1941 (n° 1 à 175).  
1941-1941  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**262** 10 janvier - 21 novembre 1942 (n° 1 à 205).  
1942-1942  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**263** 16 janvier - 18 décembre 1943 (n° 1 à 167).  
1943-1943  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**264** 19 février - 16 décembre 1944 (n° 1 à 76).  
1944-1944  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**265** 20 janvier - 22 décembre 1945 (n° 1 à 131).  
1945-1945  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**266** 16 février - 21 décembre 1946 (n° 1 à 111).  
1946-1946  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**267** 1er février - 27 décembre 1947 (n° 1 à 207).  
1947-1947  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**268** 17 janvier - 24 juillet 1948 (n° 1 à 115).  
1948-1948  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 
- 269** 7 août - 13 novembre 1948 (n° 116 à 211).  
1948-1948  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 270** 15 janvier - 17 décembre 1949 (n° 1 à 229).  
1949-1949  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 271** 21 janvier - 16 décembre 1950 (n° 1 à 214).  
1950-1950  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 272** 20 janvier - 15 décembre 1951 (n° 1 à 180).  
1951-1951  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 273** 19 janvier - 17 mai 1952 (n° 1 à 102).  
1952-1952  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 274** 21 juin - 13 décembre 1952 (n° 103 à 194).  
1952-1952  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 275** 10 janvier - 6 juin 1953 (n° 1 à 119).  
1953-1953  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 276** 20 juin - 5 décembre 1953 (n° 120 à 219).  
1953-1953  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 277** 16 janvier - 28 août 1954 (n° 1 à 193).  
1954-1954  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 278** 4 septembre - 15 décembre 1954 (n° 194 à 319).  
1954-1954  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 279** 19 janvier - 21 décembre 1955 (n° 1 à 245).  
1955-1955  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 280** 18 janvier - 26 septembre 1956 (n° 1 à 116).  
1956-1956  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 
- 281** 26 septembre - 5 décembre 1956 (n° 117 à 264).  
1956-1956  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 282** 9 janvier - 3 juillet 1957 (n° 1 à 160).  
1957-1957  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 283** 4 septembre - 22 décembre 1957 (n° 167 à 278).  
1957-1957  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 284** 15 janvier - 21 mai 1958 (n° 1 à 135).  
1958-1958  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 285** 4 juin - 17 décembre 1958 (n° 136 à 270).  
1958-1958  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 286** 7 janvier - 17 juin 1959 (n° 1 à 174).  
1959-1959  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 287** 1er juillet - 16 décembre 1959 (n° 175 à 349).  
1959-1959  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 288** 27 janvier - 21 décembre 1960 (n° 1 à 264).  
1960-1960  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 289** 18 janvier - 28 juin 1961 (n° 1 à 148).  
1961-1961  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 290** 16 août - 20 décembre 1961 (n° 149 à 318).  
1961-1961  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 291** 17 janvier - 20 juin 1962 (n° 1 à 173).  
1962-1962  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 292** 22 août - 12 décembre 1962 (n° 174 à 343).  
1962-1962

---

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 293** 9 janvier - 19 juin 1963 (n° 1 à 157).  
1963-1963  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 294** 28 août - 11 décembre 1963 (n° 158 à 352).  
1963-1963  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 295** 15 janvier - 17 juin 1964 (n° 1 à 199).  
1964-1964  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 296** 16 septembre - 16 décembre 1964 (n° 200 à 352).  
1964-1964  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 297** 20 janvier - 16 juin 1965 (n° 1 à 180).  
1965-1965  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 298** 1er septembre - 15 décembre 1965 (n° 181 à 351).  
1965-1965  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 299** 19 janvier - 15 juin 1966 (n° 1 à 163).  
1966-1966  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 300** 7 septembre - 14 décembre 1966 (n° 164 à 318).  
1966-1966  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 301** 1er février - 17 mai 1967 (n° 1 à 149).  
1967-1967  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 302** 21 juin - 6 décembre 1967 (n° 150 à 319).  
1967-1967  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 303** 16 janvier - 4 décembre 1968 (n° 1 à 252).  
1968-1968  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 304** 15 janvier - 17 décembre 1969 (n° 1 à 268).



1969-1969  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**305** 305 - 336 TABLEAUX DES JUGEMENTS, 1897-1969.[1]  
1897.  
1897-1897  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**306** 1898.  
1898-1898  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**307** 1899.  
1899-1899  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**308** 1900.  
1900-1900  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**309** 1901.  
1901-1901  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**310** 1902.  
1902-1902  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**311** 1903.  
1903-1903  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**312** 1904.  
1904-1904  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**313** 1905.  
1905-1905  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**314** 1906.  
1906-1906  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**315** 1907.  
1907-1907

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**316**

1908.

1908-1908

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**317**

1909.

1909-1909

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**318**

1910.

1910-1910

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**319**

1911.

1911-1911

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**320**

1912.

1912-1912

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**321**

1913.

1913-1913

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**322**

1914.

1914-1914

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**323**

1915.

1915-1915

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**324**

1925.

1925-1925

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**325**

1926.

1926-1926

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**326**

1927.

1927-1927

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**327**

1928.

1928-1928  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**328** 1929.  
1929-1929  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**329** 1930.  
1930-1930  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**330** 1931.  
1931-1931  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**331** 1932.  
1932-1932  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**332** 1955.  
1955-1955  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**333** 1961 - 1963.  
1961-1963  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**334** 1964 - 1965.  
1964-1965  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**335** 1966 - 1967.  
1966-1967  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**336** 1968 - 1969.  
1968-1969  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

337 - 339 TABLES ALPHABÉTIQUES REPRENANT LES NOMS DES  
CONDAMNÉS ET DES INCULPÉS, 1961-1967.

**337** 1961 - 1963.  
1961-1963  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**338** 1964 - 1965.

1 cahier

---

	1964-1965 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 cahier
<b>339</b>	1966 - 1967. 1966-1967 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 cahier
<b>340</b>	340 - 363 DOSSIERS DES AFFAIRES PÉNALES, 1944-1964. 19 février - 16 décembre 1944 (n° 65 à 76). 1944-1944 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 liasse
<b>341</b>	20 janvier - 28 juillet 1945 (n° 1 à 38 ; 40 à 65). 1945-1945 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 liasse
<b>342</b>	18 août - 22 décembre 1945 (n° 66 à 78 ; 99 à 131). 1945-1945 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 liasse
<b>343</b>	16 février - 10 août 1946 (n° 1 à 11 ; 13 à 64). 1946-1946 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 liasse
<b>344</b>	5 octobre - 21 décembre 1946 (n° 65 à 111). 1946-1946 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 liasse
<b>345</b>	1er février - 17 mai 1947 (n° 1 à 72)[1]. 1947-1947 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	
<b>346</b>	19 juillet - 6 septembre 1947 (n° 73 à 123). 1947-1947 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 liasse
<b>347</b>	18 octobre - 29 novembre 1947 (n° 124 à 145). 1947-1947 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 liasse
<b>348</b>	19 janvier - 16 février 1955 (n° 1 à 59). 1955-1955 Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972	1 liasse
<b>349</b>	6 avril - 15 juin 1955 (n° 60 à 120). 1955-1955	1 liasse

---

Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

- 350** 13 juillet - 12 octobre 1955 (n° 121 à 175).  
1955-1955 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 351** 12 octobre - 7 décembre 1955 (n° 176 à 230).  
1955-1955 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 352** 7 - 23 décembre 1955 (n° 231 à 247).  
1955-1955 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 353** 19 février 1964 (n° 44 à 73).  
1964-1964 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 354** 18 mars 1964 (n° 74 à 99).  
1964-1964 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 355** 18 mars - 15 avril 1964 (n° 100 à 127).  
1964-1964 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 356** 15 avril - 20 mai 1964 (n° 128 à 159).  
1964-1964 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 357** 20 mai - 17 juin 1964 (n° 160 à 184).  
1964-1964 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 358** 17 juin - 16 septembre 1964 (n° 185 à 212).  
1964-1964 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 359** 16 septembre - 21 octobre 1964 (n° 213 à 241).  
1964-1964 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 360** 21 octobre - 18 novembre 1964 (n° 242 à 270).  
1964-1964 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 361** 18 novembre 1964 (n° 271 à 300).

- 
- |            |  |          |
|------------|--|----------|
|            | 1964-1964<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972  | 1 liasse |
| <b>362</b> | 18 novembre - 16 décembre 1964 (n° 301 à 324).<br>1964-1964<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972  | 1 liasse |
| <b>363</b> | 16 décembre 1964 (n° 325 à 351).<br>1964-1964<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972  | 1 liasse |
| <b>364</b> | Registre d'inscription des citations et jugements issus d'autres cantons,<br>1933 - 1940.<br>1933-1940<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972                         | 1 volume |
| <b>365</b> | 365 - 378 LISTE DES BULLETINS DE CONDAMNATIONS TRANSMIS AU<br>MINISTÈRE DE LA JUSTICE, 1942-1958[1] [2].<br>1942.<br>1942-1942<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972 |          |
| <b>366</b> | 1943.<br>1943-1943<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972   |          |
| <b>367</b> | 1944.<br>1944-1944<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972   |          |
| <b>368</b> | 1945.<br>1945-1945<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972   |          |
| <b>369</b> | 1946.<br>1946-1946<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972   |          |
| <b>370</b> | 1947.<br>1947-1947<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972   |          |
| <b>371</b> | 1948.<br>1948-1948<br>Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972   |          |

- 
- 372** 1949.  
1949-1949  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 373** 1950.  
1950-1950  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 374** 1951.  
1951-1951  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 375** 1952.  
1952-1952  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 376** 1953.  
1953-1953  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 377** 1954.  
1954-1954  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 378** 1958.  
1958-1958  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972
- 379** Registre des actes d'appel et de pourvoi en cassation, 12 août 1939 - 23  
octobre 1948.  
1939-1948 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

***B. ACTIVITÉS DU COMITÉ DE PATRONAGE DES CONDAMNÉS LIBÉRÉS***

- 380** Lettres du vice-président du comité de patronage de la Société pour la  
protection de l'Enfance et de patronage des condamnés adressées au juge de  
paix, 1930 - 1932.  
1930-1932 1 liasse  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

***C. DOCUMENTS DÉPOSÉS AU GREFFE DE LA JUSTICE DE PAIX***

DOCUMENTS PRODUITS PAR LE PARQUET ET PRÈS LE TRIBUNAL DE  
POLICE

- 381** Journal de l'officier du Ministère public, 3 janvier 1881 - 6 février 1928.

1881-1928 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**382** Registre d'exécution des peines[1], 1931 - 1949.  
1931-1949  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972

**383** Registre des requêtes en grâce introduites, 1936 - 1958.  
1936-1958 1 volume  
Justice de paix du canton de Chimay, 1853 - 1972